BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Premier ministre
Direction de l'information légale et administrative

Standard..... 01-40-58-75-00
Service éditorial 01-40-58-77-56

BODACC « A »

Annonce n° 1424

56 – MORBIHAN

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LORIENT

Ventes et cessions

Rectificatif : BODACC A. *Numéro de parution :* 20210092. *Date de parution :* 11 mai 2021.
Annonce numéro : 1384. Cet avis est annulé et remplacé par le suivant :

832 313 654 RCS Lorient.
REGINA MARGHERITA.
Forme : Société à Responsabilité Limitée.
Nom commercial : REGINA MARGHERITA.
Capital : 29000.00 EUR.
Adresse : 2, Rue de Pont Carré, 56100 Lorient.
Origine du fonds : Etablissement principal acquis par achat au prix stipulé de 31500 EUR.
Etablissement : Etablissement principal.
Activité : L'exploitation de fonds de commerce de restauration traditionnelle italienne, petite restauration à emporter, fabrication de plats cuisinés à emporter, vente de boissons non-alcoolisées.
Adresse : 2, Rue de Pont Carré, 56100 Lorient.
Précédent propriétaire : 852 654 045 RCS Lorient. **G.P..**
Date d'effet : 9 avril 2021.
Date de commencement d'activité : 9 avril 2021.
Publication légale : Actu.fr *du* 1er mai 2021.
Oppositions : Cabinet Cornaud Avocat.
Commentaires : Acte sous seing privé en date du 09/04/2021 enregistré au Service de l'Enregistrement de VANNES 1 le 16/04/2021. Référence : 5604P01 2021 A 01583. Adresse de l'ancien propriétaire : 24 Rue Auguste Nayel 56100 LORIENT. Adresse du nouveau propriétaire : 2 Rue de Pont Carré 56100 LORIENT. Reprise de l'activité après suspension. Les oppositions seront reçues dans les dix jours suivant la publication prévue à l'article L.141-12 du code de commerce. Les oppositions seront reçues dans les dix jours suivant la publication prévue à l'article L.141-12 du code de commerce..